

TRACES DE MÉMOIRE

n° 14
Décembre
2014

BELGIQUE - BELGIË
P.P.
BRUXELLES X
1/9464

PÉDAGOGIE ET TRANSMISSION

CENTRE D'ÉTUDES ET DE DOCUMENTATION
« MÉMOIRE D'AUSCHWITZ » ASBL



| TRIMESTRIEL N°14 | OCTOBRE - NOVEMBRE - DÉCEMBRE 2014
| BUREAU DE DÉPÔT : BRUXELLES X | N° AGRÉGATION P 801056

SOMMAIRE

ACTUALITÉ

La Belgique pendant la Première Guerre mondiale : entre fait et fiction. Entretien avec Sophie De Schaepdrijver p. 2

INTERROGATION

En marge de la mémoire : le monde arabe et sa participation à la Première Guerre mondiale (1910-1922) p. 7

Application pédagogique p. 11

APPROFONDISSEMENT

Victimes, ou « subversifs » ? La représentation des disparus dans la presse argentine au lendemain de la dictature p. 12

Application pédagogique p. 17

VARIA p. 19

Éditeur responsable
Henri Goldberg
ASBL Mémoire d'Auschwitz
65, rue des Tanneurs - 1000 Bruxelles



© Ph. M.

ACTUALITÉ

↑ Intérieur du musée
In Flanders Fields à Ypres.

La Belgique pendant la Première Guerre mondiale : entre fait et fiction

— Sophie De Schaepdrijver parle de l'histoire et de la mémoire de la Première Guerre mondiale en Belgique.

→ Lire page 2

LA BELGIQUE PENDANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Entre fait et fiction

— **Sophie De Schaepdrijver (Penn State University) est spécialiste de l'histoire sociale et culturelle de la Première Guerre mondiale et de l'occupation** et l'auteure de *De Grootte Oorlog. Het Koninkrijk België tijdens de Eerste Wereldoorlog* [La Grande Guerre. Le Royaume de Belgique pendant la Première Guerre mondiale] (1997), qui a été republié l'année dernière par Houtekiet. À l'occasion du centième anniversaire du conflit, Sophie De Schaepdrijver parle de son travail, de l'écriture de l'histoire de la guerre, des faits et de la fiction, de la vérité et du mythe et de l'utilité des commémorations¹.

Pourriez-vous, en guise d'introduction, rappeler brièvement votre parcours professionnel et indiquer quand vos recherches se sont focalisées sur la Première Guerre mondiale ?

Sophie De Schaepdrijver : En fait, j'ai une formation d'historienne en socio-économie. J'ai commencé mes études à la VUB (Vrije Universiteit Brussel), puis j'ai passé mon doctorat à Florence, à l'Institut universitaire européen. J'y ai fait une solide recherche quantitative, comme c'était l'habitude dans les années 1980. Au début, je ne pensais pas me focaliser sur la Première Guerre mondiale. Après mon séjour à Florence, je ne pouvais pas revenir en Belgique, ce n'était pas évident ces années-là mais heureusement j'ai trouvé du travail aux Pays-Bas, d'abord à Amsterdam, puis à Leiden. C'est là que j'ai commencé à préparer mon livre sur la Première Guerre mondiale. Ma vie avait entretemps changé de cours, et je suis partie aux États-Unis. C'est là que j'ai terminé, au cours de la première année de mon séjour, mon ouvrage sur la Grande Guerre.



© Ph. M.

Vous avez écrit l'ouvrage de référence sur la Grande Guerre en Belgique, alors que depuis 1983 vous ne vivez plus en Belgique. Comment vivez-vous cette situation particulière d'observatrice en fait « externe » ?

S.D.S. : Eh bien, cela donne une certaine liberté. J'ai pu choisir quelles influences j'écoute, et quelle sera mon approche. Quand j'ai commencé mes recherches sur la Grande Guerre, je me félicitai surtout

d'avoir choisi un domaine aussi large. À l'époque, on n'attendait nullement d'un historien actif en Belgique de s'attaquer à un sujet aussi vaste. Si j'étais restée toutes ces années en Belgique, je n'aurais jamais pu écrire ce livre.

Quel était le paysage universitaire belge quand vous avez commencé vos recherches ? Et quelle était donc la norme concernant la Grande Guerre ?

S.D.S. : Lorsque j'ai commencé mes recherches, peu d'historiens s'intéressaient vraiment à la Grande Guerre. Les temps ont heureusement changé. À l'époque, ne faisaient vraiment autorité que *La Belgique et la Guerre mondiale* d'Henri Pirenne² et l'étude du professeur de Louvain Lode Wils sur la politique flamande menée par l'occupant³. Ces deux livres m'ont profondément marquée, car ils allaient à contre-courant de la *doxa* d'alors. Qui, comme moi, allait à l'école en Flandre, subissait inévitablement l'influence d'un amalgame de mythes et de représentations de la Grande Guerre. N'oubliez pas que je suis un produit de la



© Ph. M.

← Nouvelle scénographie du musée de la tour de l'Yser à Dixmude. Mai 2014.

réforme de l'enseignement de l'histoire [Sophie De Schaepdrijver est née en 1961, ndlr]. Je n'hésite pas à dire que l'histoire fut alors entièrement refondue, et que pendant mes six ans d'enseignement secondaire je n'ai strictement rien appris. Tout ce qu'on m'a enseigné, ce sont ces mythes. Par exemple, que sur l'Yser des soldats flamands mouraient parce qu'ils ne comprenaient pas les ordres donnés en français. J'y croyais dur comme fer, puisque on me l'avait répété pendant des années. Quelle ne fut pas ma surprise lorsque je découvris que c'était au fond un mythe – comme il y en avait tant d'autres.

Ces mythes, ces légendes, cette doxa communément reçue sur la Première Guerre mondiale, vous les infirmez systématiquement.

S.D.S. : Écoutez, je ne songeais nullement à déconstruire toutes ces représentations, à les dynamiter. Mais j'ai constaté, chemin faisant, que certaines méritaient d'être plus nuancées qu'on ne me l'avait enseigné. Comprenez-moi bien, je ne conteste pas l'injustice flagrante, grotesque,

de la situation linguistique sur l'Yser. Mais, pour autant, on peut le reconnaître sans faire appel à des mythes. On peut fort bien décrire le régime linguistique, tant sur le front de l'Yser que dans les territoires occupés, d'une façon bien plus complexe et intéressante, en s'appuyant sur toute l'histoire sociale et culturelle⁴. Je n'ai donc pas commencé avec l'idée préconçue de dynamiter la version traditionnelle, mais qui l'étudie débouche sur une vision plus nuancée, où il n'est pas aisé de distinguer le blanc du noir.

Revenons au début du XX^e siècle. Quelle est la position de la Belgique sur la scène internationale entre 1905 et 1914, à la veille du déclenchement de la Première Guerre mondiale ?

S.D.S. : En fait, pas très différente de celle des Pays-Bas, en ce sens que les deux États étaient neutres. Que tous deux possédaient un grand empire outre-mer, et qu'ils étaient tous deux devenus immensément riches. La Belgique était même la cinquième puissance commerciale du monde. Comme de juste, elle n'avait jamais rallié un

(1) Sophie De Schaepdrijver a également publié en 2013 *Erfzonde van de twintigste eeuw. Notities bij 14-18 [Le péché originel du XX^e siècle. Notes sur 14-18]*, avec une sélection d'articles traduits. Elle est aussi co-auteur et présentatrice de *Brave little Belgium*, un documentaire en quatre parties diffusé par la VRT (Canvas) en août 2014. Elle a reçu la Médaille d'honneur d'or du Parlement flamand en 2013 et a été nommée Commandeur de l'Ordre de la Couronne en 2014.

(2) Henri Pirenne, *La Belgique et la Guerre mondiale*, Paris & New Haven, 1928.

(3) *Flamenpolitik en aktivisme. Vlaanderen tegenover België in de Eerste Wereldoorlog [Flamenpolitik et activisme. La Flandre face à la Belgique durant la Première Guerre mondiale]*, Louvain, Davidsfonds, 1974.

(4) Dans son ouvrage, Sophie De Schaepdrijver reconnaît en effet l'unilinguisme de l'armée belge, tout en avançant que celui-ci n'empêchait pas la traduction ou la compréhension des ordres militaires donnés aux soldats. D'après ses analyses, les revendications linguistiques du Mouvement Flamand étaient peu présentes dans l'esprit de la plupart des soldats flamands. Voir également son entretien avec Michiel Leen, « Als morgen de salafisten hier binnenvallen, laten we hen dan begaan ? », 2013, www.knack.be/nieuws/boeken/als-morgen-de-salafisten-hier-binnenvallen-laten-we-hen-dan-begaan-sophie-de-schaepdrijver/article-interview-114834.html [ndlr].

→ Suite de la p.3

des deux camps rivaux. Elle était un petit pays guère armé, qui d'ailleurs se voulait ainsi, mais qui demeurait pour autant très attaché à son indépendance. Une indépendance garantie par sa neutralité. Un état de fait qui perdurait en fait depuis le Moyen-Âge : les Pays-Bas, au sens large du terme, formaient un ensemble de cités n'ayant jamais appartenu à une autre puissance, en tout cas pas vraiment. Il en allait encore ainsi en 1905-1910.

« Poor little Belgium », comme l'appelaient volontiers la presse anglaise, se retrouva dans une certaine mesure marginalisée après la guerre. Que s'était-il donc passé lors des négociations de Versailles ?

S.D.S. : L'idéal d'un ordre juridique international gagna en force pendant la guerre. On pensait qu'un État n'avait pas le droit de redessiner la carte de l'Europe pour la seule et unique raison que sa force lui en donnait la possibilité. On jugeait donc comme un crime l'agression perpétrée par l'Allemagne impériale. La Belgique jouait dans cette optique un rôle très particulier, car elle avait, nation neutre, refusé le passage sur son territoire aux armées allemandes attaquant la France. Un choix dangereux, mais qui lui assura un certain prestige à l'étranger.

Ce prestige du martyr de la Belgique s'effaça à mesure qu'apparaissait toute l'étendue de l'hécatombe qui frappait toutes les armées en lice, que tombaient des centaines, des milliers, des millions de morts. La Belgique fut relativement épargnée, si l'on peut dire, car elle compta à la fin de la guerre 40 000 soldats tombés au front, ce qui est beaucoup, mais sans commune mesure avec les pertes françaises ou anglaises. Sur les hommes en âge de porter les armes, la Belgique en perdit un sur cinquante, tandis que la France en perdait un sur six. Cela explique pourquoi la délégation

Le vécu de la Belgique pendant la guerre est à l'évidence autre que celui des autres belligérants. Chez eux, il y a le front et l'arrière, mais la Belgique, elle, est presque entièrement occupée.

tion belge aux négociations de paix n'obtint pas tout ce qu'elle souhaitait. Notre pays fut très déçu de voir le peu de compréhension manifesté dans les négociations internationales pour les problèmes spécifiques d'un pays qui, pendant quatre ans, avait été occupé, surexploité et démantelé. D'autres pays avaient pu s'adapter à une économie de guerre, qui d'ailleurs – par une ironie de l'histoire – se révéla bénéfique pour l'industrie lourde. Ce n'était pas le cas pour la Belgique, dont la sidérurgie a été pratiquement démantelée : le pays devait immédiatement reconstruire, mais on ne lui en donnait pas les fonds nécessaires. On comprend aisément notre amertume en 1918.

C'est vrai, l'histoire de la Belgique pendant la guerre est très particulière. Vous avez choisi de l'appréhender « à partir de la base », en vous concentrant sur le vécu et les problèmes de la population civile dans les territoires occupés. Quelles vues offre cette approche ?

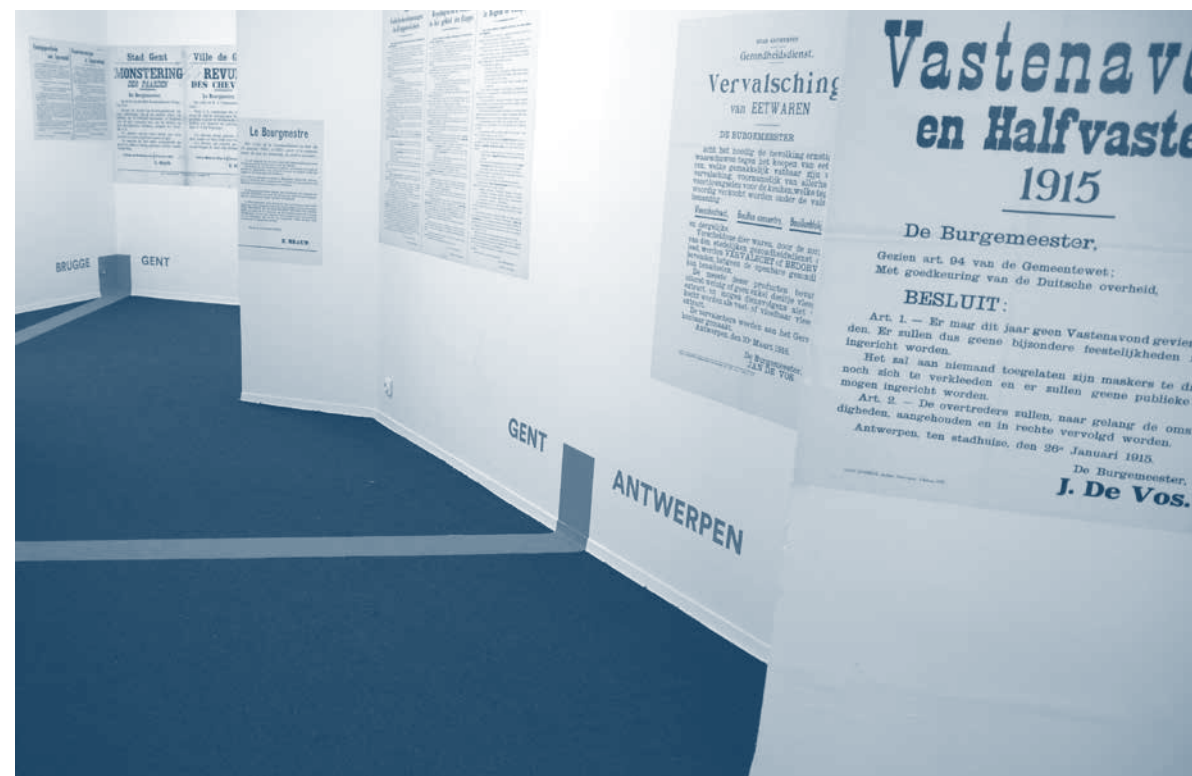
S.D.S. : Le vécu de la Belgique pendant la guerre est à l'évidence autre que celui des autres belligérants. Chez eux, il y a le front et l'arrière, mais la Belgique, elle, est presque entièrement occupée. La majorité des Belges, y compris les hommes en âge de porter les armes, n'est pas au front. En France, 90 %

des hommes sont au front, en Angleterre 60 %, contre seulement 20 % en Belgique ! Les 80 % qui ne servent pas sont réfugiés à l'étranger ou vivent en civils dans les territoires occupés. C'est une tout autre situation, qui annonce à bien des égards celle que connaîtra une grande partie de l'Europe pendant la Seconde Guerre mondiale. On peut en effet y voir une préfiguration de l'avenir, mais à l'époque c'est marginal. Et c'est pourquoi la Belgique offre un cas intéressant, plein d'enseignements sur la dynamique de la violence et de l'oppression, sur les rapports entre la population civile et ses élites avec l'occupant, sur les diverses formes que peut prendre le *modus vivendi* qui s'établit dans cette période.

La situation au front est également différente de celle d'autres pays. L'armée belge est une des rares à ne plus avoir le moindre contact avec l'arrière, car celui-ci est occupé. C'est une armée qu'on pourrait qualifier orpheline, qui pendant quatre ans se bat sans contact avec l'arrière. L'expérience belge pendant la guerre, c'est une expérience très différente de celle à laquelle on songe spontanément quand on évoque 14-18.

Cette expérience a-t-elle influencé le culte du héros en Belgique ?

S.D.S. : C'est certain, en Belgique, le héros est un civil. Un espion, par exemple, ou quelqu'un actif dans la presse clandestine. Il y a là d'ailleurs une exception belge : d'autres régions d'Europe – le nord de la France, la Pologne, les territoires baltes, la Serbie – ont connu l'occupation, mais ce n'est qu'en Belgique que se développe une florissante presse clandestine. Durant une certaine période, on y compte plus de 70 périodiques différents, qui publient des caricatures et des poèmes. Une activité qui n'est pas sans danger : on n'y risque peut-être pas la mort, mais la prison. À cet égard, la Belgique constitue bien un cas unique. Cette presse clandestine engendre un vaste culte « patriotique » du héros. Ceux qui ont



← Musée de la tour de l'Yser à Dixmude. Mai 2014.

œuvré dans l'ombre deviennent les héros de l'après-guerre.

Peut-on placer l'histoire du Mouvement Flamand dans le contexte spécifique de l'occupation ?

S.D.S. : Le simple fait de l'occupation a certainement influencé l'histoire de ce mouvement. Et qu'une grande partie des hommes en âge de porter les armes n'a pas combattu sur le front et qu'elle est restée dans les territoires occupés a incontestablement joué un rôle important. Certains ont absolument voulu passer à l'acte, l'occupant leur en a fourni des occasions, notamment en encourageant puissamment, en pleine guerre, la création d'une université néerlandophone à Gand. Nombre de jeunes gens avaient le sentiment de pouvoir enfin agir. Certes, c'était une forme de collaboration, mais ils y voyaient, eux, un acte de courage, justement parce que leur entourage ne les approuvait pas toujours. Ayant agi, ayant choisi, il leur fallait se justifier, et nous voyons se développer une sorte de contre-patriotisme, un très puissant sentiment anti-belge (on parlera parfois d'anti-belgicisme). Il subsistera dans les années vingt, se renforcera dans les années

trente et, finalement, dans les années quarante, il entraînera un grand nombre de ces hommes à choisir la collaboration. Se crée ainsi un substrat de ressentiments et de rancœurs né des choix de la première occupation.

Il ne faut pas croire pour autant que le sentiment anti-belge est inhérent au Mouvement Flamand. À cet égard, je partage entièrement la thèse que le professeur Wils fut le premier à défendre. Plus on étudie les sources belges et allemandes, plus cette thèse se confirme. Je ne crois pas que l'on puisse parler de l'émergence en Belgique de deux camps antagonistes chez les historiens, mais je reconnais que, implicitement, un certain clivage se dessine entre ceux pour qui la Belgique est une communauté de destin et ceux qui se focalisent plutôt sur les lignes de rupture au sein de la communauté belge en temps de guerre. Cela entraîne une autre approche de l'histoire.

Aujourd'hui nos commémorations ne rappellent que rarement qu'à l'époque les deux camps ont approuvé la guerre, que des hommes furent volontaires pour aller se battre. Elles s'attachent plutôt à l'idéal de la paix, à la condamnation de toute

violence, à l'image de la guerre comme une fatalité.

S.D.S. : L'image que nous donnent aujourd'hui les musées, les bandes dessinées, les films, ou même les comédies musicales est, en effet, dans la plupart des cas, celle d'une guerre absurde, de toute une génération forcée d'y participer. D'une interminable boucherie. Personne ne peut en nier l'horreur, mais on ne peut la comprendre si on la considère d'un point de vue radicalement pacifiste. Une approche plutôt stérile pour un historien. Il ne faut pas oublier que, d'une façon ou d'une autre, une grande partie des soldats souscrivaient à cette guerre. Ce n'est pas qu'ils étaient animés par un patriotisme exalté, ni qu'ils aimaient la vie dans les tranchées, bien au contraire. C'est bien là le grand mystère de la Première Guerre mondiale : qu'est-ce qui motivait tous ces hommes pour continuer le combat ? Tels des archéologues, nous cherchons les vestiges d'une culture aujourd'hui disparue, les lettres, les journaux intimes, les artefacts qui doivent nous permettre de reconstruire ce monde. Et nous voyons que les soldats pour une part

→ Suite de la p.5

acceptaient la guerre, mais pour une part aussi combattaient sous la contrainte. Ce ne fut nullement une génération apathique et sans volonté ! A mes yeux, une telle approche est mille fois plus intéressante, parce que nuancée.

Vous évoquez volontiers ces lettres, ces journaux intimes qui illustrent la vie quotidienne des Belges pendant la guerre – et pendant l'occupation. Ces sources furent-elles importantes pour vos recherches ?

S.D.S. : Sans sources, point d'historien ! Mais on observe une évolution dans le type des sources qui sont utilisées. Fort longtemps l'histoire fut une science qui étudiait les « grands documents » : traités, correspondances des grands personnages. Depuis les années 1960 s'y ajoutent des sources plus modestes : chroniques villageoises, journaux du front, lettres de soldats ou de leurs femmes, journaux intimes de ceux de l'arrière... Les bulletins paroissiaux des années 1914-1918, par exemple, sont riches d'enseignements, car les curés décrivent le quotidien de leurs communautés locales. Certes, l'image qu'ils en donnent est souvent biaisée, mais l'information demeure très intéressante⁽⁵⁾. Il fut longtemps difficile d'accéder à ces sources subalternes, mais aujourd'hui elles sont de plus en plus souvent exploitées, accessibles, et elles s'inscrivent ainsi dans la mémoire collective. Une observation toutefois : on ne peut utilement les comprendre telles quelles, il faut savoir lire entre les lignes, comme un anthropologue étudie une culture. Que dit littéralement le texte ? Et quelle fut la réalité ? Comment analyser le langage utilisé ? Et surtout : quels sont les *non-dits* dans ces documents ? Qu'est-ce qu'ils ne disent pas ?

Mais il reste la question : comment peut-on, cent ans après cette guerre, reconstruire la Première Guerre mondiale

dans toute son horreur, mais aussi dans toute sa complexité, comme vous l'avez souligné vous-même ? Les grands musées européens ont élaboré leurs formes de représentation, ils ont fait des choix scénographiques différents, souvent remarquables. Quelle forme muséale vous paraît la mieux convenir pour rendre la réalité de la guerre ?

S.D.S. : En Europe de l'Ouest, c'est incontestablement l'Historial de la Grande Guerre de Péronne qui a mes préférences, car sa muséographie demeure distanciée. J'en apprécie l'idée sous-jacente : nous ne savons pas exactement ce qu'était la culture des tranchées, comment les gens ont vécu la guerre, quelle était la mentalité à l'arrière – nous ne le savons pas. Cela reste un mystère, et c'est pourquoi nous adoptons une certaine distance. Historienne, j'essaie toujours de reconnaître nettement ce que j'ignore. Et c'est bien ainsi que j'ai conçu l'exposition à Bruges⁽⁶⁾. Péronne a opté pour des salles blanches, des présentations sobres. L'exposition n'affirme pas d'emblée ce qu'il convient de penser. L'émotion s'y exprime dans l'ellipse, l'abstrait, la distance. On le perçoit aussi dans les plus beaux poèmes, ceux qui ne vous surchargent pas d'émotions, qui ne vous commandent pas d'être immédiatement ému, *hic et nunc*. Cela vaut autant pour un bon musée. Certes, sa didactique doit être solide, il se doit d'expliquer. Il ne suffit pas d'exposer des objets, en laissant au visiteur le soin d'en trouver la signification. Un équilibre difficile à réaliser, je le reconnais, mais, pour ma part, je préfère une approche distanciée.

La fiction peut aussi constituer une forme de représentation. J'aime les romans historiques. Mais même la fiction doit observer une certaine distance. Elle ne doit surtout pas vouloir se mettre dans la peau d'un soldat vivant dans sa tranchée ; franchement, cela me gêne et ne peut me convaincre. Je connais peu de films ou de séries télévisées qui présentent la Première Guerre mondiale d'une façon qui peut me

convaincre. La fiction ne doit pas chercher à prescrire ce que nous devons sentir.

Que dire en conclusion ? La commémoration en 2014-2018 va certainement nous confronter, une fois de plus, à ces mythes et ces idées que vous avez voulu déconstruire dans vos ouvrages. Pensez-vous que cette commémoration donnera quand même l'occasion de rompre avec les schémas traditionnels de la recherche ?

S.D.S. : La commémoration offre, par le biais des expositions, des musées, des activités, une excellente occasion d'un *aggiornamento* de la recherche. Nous constatons, à l'évidence, la formation structurelle d'une expertise dans notre pays. Des deux côtés de la frontière linguistique – qui d'ailleurs dans ce domaine ne l'est plus guère – on s'intéresse à des thèmes longtemps négligés, par exemple l'espionnage dans la Belgique occupée, ou le ravitaillement. C'est aujourd'hui que se créent les conditions de sérieuses recherches historiques dans les années à venir, d'autant plus que les sources sont devenues bien plus accessibles. N'oublions pas que, dans ce domaine, nous revenons de loin. ■

Philippe Mesnard,

Directeur de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz

Anneleen Spiessens, UGent

Traduction : Jean Raoul Mengarduque

La version intégrale de cet entretien a été publiée dans la revue *Témoigner entre histoire et mémoire*, n° 118. L'enregistrement vidéo de l'interview est disponible sur le site de la Fondation Auschwitz : www.auschwitz.be.

(5) Ces bulletins sont aujourd'hui numérisés et disponibles en ligne sur le site des Archives générales du Royaume, www.arch.be.

(6) Sophie De Schaepe drijver est commissaire de l'exposition historique *Brugge in Oorlog* [Bruges dans la Guerre], qui a ouvert ses portes à Bruges le 14 octobre 2014.

EN MARGE DE LA MÉMOIRE

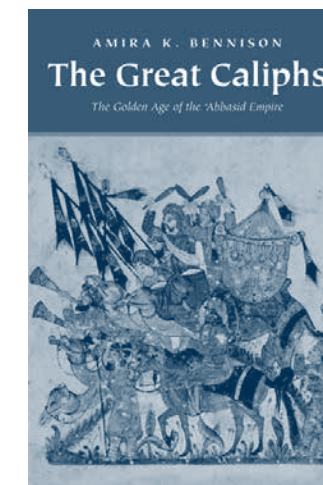
Le monde arabe et sa participation à la Première Guerre mondiale (1910-1922)

— Les commémorations du centenaire de la Première Guerre mondiale ont officiellement débuté en juillet 2014. C'est surtout le front occidental (Belgique et nord de la France) qui a retenu l'attention : les efforts de guerre du monde arabe restent largement absents du débat public. Dans cet article de synthèse, l'historien Fabian Van Samang analyse plus en profondeur l'implication du monde arabe dans la Première Guerre mondiale et les conséquences géopolitiques qui en ont résulté.

1. Le « monde arabe » et l'Empire ottoman

Délimiter avec précision la notion de « monde arabe » n'est pas une tâche aisée. Dans la signification la plus stricte du terme, « arabe » ne désigne que la péninsule Arabique, dont les habitants – qui ont en commun une langue sémitique (l'arabe) – sont appelés « Arabes ». C'est là que l'islam a vu le jour au septième siècle de l'ère chrétienne. Au cours des siècles suivants, les disciples du prophète Mahomet ont essaimé loin au-delà de ce qui est aujourd'hui l'Arabie saoudite, emmenant avec eux la langue arabe, la religion musulmane et tout un éventail de coutumes. C'est ainsi que s'est peu à peu développée, à partir de la fin du septième siècle, une culture arabo-islamique qui a largement débordé des frontières initiales de l'Arabie. Les Arabes

(tels que les chrétiens libanais maronites) ne sont donc pas nécessairement musulmans (si on applique le principe de territorialité) et bon nombre de musulmans (comme les Indonésiens ou les Pakistanais) ne sont pas des Arabes (si on préfère un critère religieux). Bon nombre de musulmans parlent arabe, mais beaucoup d'autres (comme les musulmans turcs ou iraniens) pratiquent une autre langue (critère linguistique). Enfin, un grand nombre de musulmans (comme ceux d'Égypte ou de Tunisie) vivent loin de la péninsule arabe, mais relèvent malgré tout d'une sphère d'influence arabe (critère historique). Même si les limites du « monde arabe » doivent donc être définies avec toute la prudence nécessaire, il n'en reste pas moins clair que l'on peut parler – comme le fait Amira Bennisson – d'une culture arabo-islamique dans cette vaste partie du monde où c'est



↑ *The great caliphs*, ouvrage d'Amira Bennisson, décrit l'essor politique, culturel, social et scientifique sous le règne des Abbassides (750-1258).

principalement l'arabe qui a été parlé dans les institutions religieuses et politiques et où la culture a été largement uniformisée⁽¹⁾.

Du quinzième au début du vingtième siècle, l'Empire ottoman (turc) fut un acteur majeur sur l'échiquier complexe des tribus arabes, des dynasties islamiques et des États émergents. À son apogée, il s'étendait de la

Suite p.8 →

(1) Amira K. Bennisson, *The great caliphs. The golden age of the Abbasid empire*, Londres & New York, Editions Tauris, 2011, p. 159.

→ Suite de la p.7

Turquie actuelle jusqu'à une grande partie des Balkans (les territoires actuels de la Grèce, de la Bulgarie, de la Roumanie, de la Serbie et du sud de l'Autriche) et recouvrait aussi la quasi-totalité de l'Afrique du Nord (actuellement l'Algérie, la Tunisie, la Libye et l'Égypte) ainsi que, sur son flanc sud-est, une partie considérable du Moyen-Orient (partagé aujourd'hui entre la Syrie, la Jordanie, le Liban, Israël et la Palestine). L'Empire ottoman contrôlait en outre les côtes de la mer Rouge et l'entrée du golfe Arabo-persique. Sur le plan politique, il était dirigé par un sultan, qui confiait la gestion des territoires éloignés à des fidèles (gouverneurs). En tant que chef religieux (ou calife), il parlait – du moins en théorie – au nom des musulmans du monde entier.

Mais à l'aube du vingtième siècle, ce puissant Empire ottoman semblait sclérosé. Ses frontières s'étaient tellement distendues qu'elles étaient devenues difficiles à défendre et que de plus en plus de zones périphériques échappaient à l'emprise de « l'homme malade de l'Europe ». La montée du nationalisme arabe et l'aspiration à l'autodétermination des peuples renforcèrent encore cette tendance. Après la guerre russo-turque de 1877, les grandes puissances européennes décidèrent, lors d'une conférence internationale tenue à Berlin, de détacher la Bulgarie de l'Empire ottoman, d'attribuer la Bosnie-Herzégovine à l'Autriche et d'accorder l'autonomie à la Roumanie, à la Serbie et au Monténégro. À la fin du dix-neuvième siècle, après la colonisation par les puissances européennes de larges pans de l'Amérique du Nord et du Sud, du Sud-Est asiatique et de l'Australie, on assista aussi à une véritable « ruée vers l'Afrique » (« the scramble for Africa »)² : au moment du déclenchement de la Première Guerre mondiale, l'Empire ottoman avait perdu la Tunisie au profit de la France, l'Égypte au profit des Britanniques et la Libye au profit des Italiens.

2. La fin des systèmes d'alliances bismarckiens et la position du monde arabe

Le monde arabe ne tarda pas à se retrouver empêtré dans la politique des puissances européennes. Après la guerre de 1871, qui avait vu un État allemand en gestation mettre à genoux l'empire français, le chancelier allemand Otto von Bismarck tenta de réduire le risque de revanchisme français. Il suivit pour cela une double voie. Il incita tout d'abord la France à acquiescer son attention du continent européen. D'autre part, il conclut des alliances avec des partenaires potentiels de la République française : il constitua dans ce but un réseau d'alliances avec la Russie, l'Autriche-Hongrie et l'Italie (formant avec ces deux dernières la Triple Alliance), réduisant pratiquement à néant la possibilité pour la France de nouer des alliances avec des États qui avaient des intérêts en Méditerranée. Cependant, l'accession au trône de Guillaume II (1888), empereur inexpérimenté mais ambitieux, entraîna rapidement des conflits avec le chevronné Bismarck, qui préféra demander sa démission. Grâce au non-renouvellement des traités existants, la France réussit à sortir de son isolement et signa des traités avec la Grande-Bretagne et la Russie. C'est ainsi qu'à côté de la solide Triple Alliance (Allemagne, Autriche-Hongrie et Italie), on vit se former une tout aussi robuste Triple Entente (France, Grande-Bretagne et Russie)³.

Les répercussions de la politique des alliances en Europe se firent sentir dans le monde entier. Au début du vingtième siècle, la nation qui comptait le plus grand nombre de musulmans n'était pas l'Empire ottoman, mais bien la Grande-Bretagne, avec 100 millions de musulmans répartis dans l'ensemble de ses colonies, soit plus de cinq fois autant que la population de l'Empire ottoman. Même la République française et l'Empire russe exerçaient leur

tutelle, il y a un siècle, sur quinze à vingt millions de sujets musulmans. Le rôle qu'allait jouer l'Empire ottoman était encore flou, mais à la fin du dix-neuvième siècle, le sultan Abdülhamid II avait clairement cherché à se rapprocher de l'empereur d'Allemagne. Un puissant protecteur européen était en effet de nature à renforcer considérablement sa position affaiblie ; en échange, une alliance avec le sultan devait permettre à Guillaume II de jouir d'un meilleur statut dans le monde arabe et d'aplanir la voie vers un empire colonial asiatique. La construction d'une ligne ferroviaire reliant Berlin à Bagdad devait sceller l'amitié entre les deux Empires⁴. Ce projet d'alliance germano-ottomane passait mal à Londres et à Paris, où on se demandait quelle attitude adopteraient les musulmans des colonies si l'Empire ottoman était impliqué dans une guerre : s'ils prenaient les armes contre la Grande-Bretagne, la France et la Russie, la position de l'Entente s'en trouverait considérablement affaiblie.

3. La guerre éclate

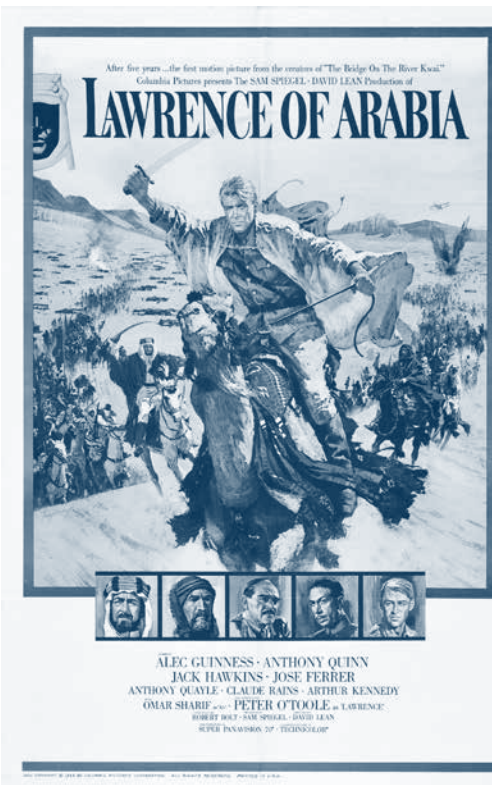
L'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, héritier d'Autriche-Hongrie (28 juin 1914), entraîna une cascade de déclarations de guerre, si bien qu'en très peu de temps la plupart des pays européens se retrouvèrent en guerre les uns avec les autres. L'Empire ottoman décida dans un premier temps d'adopter une attitude neutre et attentiste. Mais lorsque la Grande-Bretagne confisqua

(2) Thomas Pakenham, *The scramble for Africa 1876-1912*, Londres, Abacus history, 2002, 738 p.

(3) Völker Ulrich, *Der nervöse Grossmacht 1871-1918. Aufstieg und Untergang des deutschen Kaiserreichs*, Frankfurt a/d Main, Fischer, 1999, p. 74-123.

(4) Sean McMeekin, *The Berlin-Baghdad Express. The Ottoman Empire and Germany's Bid for World Power 1898-1918*, Londres, Penguin, 2011.

(5) Il s'agit de deux bateaux construits en Grande-Bretagne (voir Barbara Tuchman, *De kanonnen van augustus. De eerste oorlogsmoand van 1914*, Amsterdam – Anvers, De arbeiderspers, [1962] 2000, p. 186-187).



← Poster de *Lawrence d'Arabie* (1926) – film d'aventures historique sur la révolte arabo-britannique contre l'Empire ottoman au cours de la Première Guerre mondiale.

que six mois plus tard que l'infrastructure britannique allait être suffisamment améliorée pour assurer une suprématie militaire en Mésopotamie⁵. En décembre 1914, les Ottomans rassemblèrent leurs troupes dans le Caucase pour ouvrir un deuxième front. Mais la région était inhospitalière, le climat rigoureux et les lignes d'approvisionnement longues. L'invasion du Caucase s'arrêta dès janvier 1915. Un troisième front se constitua en Égypte. Ce pays était le seul, en novembre 1914, à avoir témoigné son soutien à l'Empire ottoman. Les Britanniques ne tardèrent pas à faire de l'Égypte un protectorat, en y stationnant 70 000 hommes et en fermant le canal de Suez. En février 1915, des troupes ottomanes pénétrèrent en Égypte par le désert du Sinaï, mais furent vaincues la même semaine. Galvanisés par ces victoires et désireux d'ouvrir une route d'approvisionnement vers la Russie, les Britanniques lancèrent (avec l'ANZAC, le corps d'armée australien et néo-zélandais) une attaque sur la péninsule de Gallipoli, qui était la porte d'entrée de la mer Noire. Mais ce fut un échec : malgré l'aménagement de deux têtes de pont, les Britanniques ne réussirent pas à briser la défense turque. Du côté des deux belligérants, on déplorait plus de 250 000 morts et blessés⁶.

Les colonies d'Afrique du Nord jouèrent également un rôle crucial pendant la Première Guerre mondiale. Des rébellions à répétition, contre les Italiens en Libye, contre les Français en Tunisie et contre les Britanniques en Égypte, éclatèrent pendant la plus grande partie de la guerre. D'un autre côté, la France recruta 180 000 collaborateurs administratifs dans

ses colonies et encore plus de personnel militaire : 173 000 personnes en Algérie, 80 000 en Tunisie et 40 000 au Maroc. Plus de 85 pour cent de ces recrues se battirent dans les tranchées et un combattant sur six ne survécut pas à la guerre⁸.

4. Projets de partage

Cela faisait déjà longtemps que les grandes puissances européennes songeaient à démanteler l'Empire ottoman. Cette ambition était cependant difficile à réaliser dans la mesure où un empire désintégré ne pourrait plus tenir tête aux ambitions russes. C'est la raison pour laquelle « l'homme malade de l'Europe » fut maintenu artificiellement en vie. Mais le choix stratégique qu'il fit en 1914 donna moins d'importance à cet exercice d'équilibre et des projets de partage des régions ottomanes furent mis sur la table.

La Grande-Bretagne se mit dès lors en quête d'un allié dans sa lutte contre l'Empire ottoman. Elle le trouva en la personne du chérif Hussein de La Mecque. En tant que chérif (noble) et émir (chef) de la ville natale du prophète et héritier de la dynastie respectée des Hachémites, Hussein était un homme doté d'une grande autorité morale. Il prétendait descendre du prophète et contrôlait l'accès aux lieux saints. Comme il avait cherché dès 1914 à se rapprocher de l'Entente, le haut-commissaire britannique Henry McMahon fit une tentative pour le gagner à la cause britannique. La correspondance McMahon-Hussein débou-

Suite p.10 →

(6) Charles Townshend, *When God made hell. The British invasion of Mesopotamia and the creation of Iraq, 1914-1921*, Londres, Faber and Faber, 2010, p. 224-255.

(7) John Keegan, *De Eerste Wereldoorlog 1914-1918*, Uitgeverij Balans/Van Halewyck, 2000, p. 240-274.

(8) John Toland, Gilles Veinstein et Henry Laurens, *Europe and the Islamic world. A history*, Princeton, University Press, 2013, p. 365.

→ Suite de la p.9

cha sur un accord (octobre 1914) en vertu duquel le chérif s'engageait à se révolter contre les Ottomans en échange d'un vaste territoire arabe et islamique dont il deviendrait le chef d'État. Les termes utilisés (entre autres à propos des frontières de ce territoire arabe) étaient cependant vagues et les promesses se prêtaient à diverses interprétations.

Un deuxième projet de partition vit le jour en 1915, lorsque les Russes firent connaître leur intention d'occuper Constantinople. En échange, ils offraient à la France et à la Grande-Bretagne des territoires supplémentaires au Moyen-Orient. La Grande-Bretagne, qui menait à ce moment-là des pourparlers avec Hussein, se rendit compte que le territoire britannique en Orient serait limitrophe de la Russie et voulut par conséquent mettre en place une zone tampon, en concertation avec la France. Le diplomate britannique Mark Sykes fut chargé par son gouvernement d'entamer, à partir de la fin 1915, une série de négociations avec son homologue français, François Picot. Les accords Sykes-Picot qui en résultèrent prévoyaient un partage de l'Empire ottoman en quatre zones : française, britannique, arabe et internationale (Palestine). Ce projet fut entériné par l'Accord tripartite (mai 1916), qui fut conclu entre la Russie, la France et la Grande-Bretagne mais qui n'allait jamais être mis en œuvre.

Conformément à l'accord McMahon-Hussein, le chérif de La Mecque déclencha en mai 1916 une rébellion dans des centres qui comptaient une forte présence ottomane (Taïf, La Mecque, Damas). Malgré une avancée plus lente que prévue, il se proclama en octobre roi (malik) de tous les Arabes. Le nouveau gouvernement britannique appuya les efforts du chérif : une nouvelle attaque fut lancée depuis l'Égypte sous la direction de Thomas Edward Lawrence, un espion britannique vêtu à l'arabe.

Selon la formule de l'historien britannique Jonathan Schneer, les troupes arabes arrivèrent à temps pour aider les Britanniques, mais trop tard pour s'aider elles-mêmes⁹.

Un nouvel acteur était en effet entré en scène en 1917. L'ingénieur russo-britannique Chaïm Weizmann et d'autres dirigeants sionistes avaient effectué du lobbying pour convaincre les Britanniques d'adopter une attitude bienveillante face aux revendications nationalistes juives. Sans doute espéraient-ils que les Juifs seraient en mesure de provoquer l'entrée en guerre des Américains tout en conservant l'alliance avec la Russie, qui avait connu une première révolution en février 1917 (calendrier julien)¹⁰. Cela déboucha, en novembre de la même année, sur un document de 67 mots, la « Déclaration de Balfour », dans lequel le gouvernement britannique promettait sous certaines conditions un « foyer national pour le peuple juif ». Après que la terre promise eut été attribuée aux Arabes du Hedjaz (la partie occidentale de la péninsule arabe), puis à la communauté internationale par les Français et les Britanniques, les portes de la Palestine s'ouvraient désormais aux Juifs sionistes. C'était sans aucun doute une terre promise, mais toute la question était de savoir qui en serait le bénéficiaire final.

5. Autres temps, nouveaux États

L'entrée en guerre effective des États-Unis fut le coup de grâce pour les Puissances centrales. À l'été 1918, l'Allemagne perdit systématiquement du terrain sur le territoire français. La Bulgarie décida de déposer les armes fin septembre 1918 et l'Autriche-Hongrie en fit autant le 3 novembre. L'Empire ottoman s'était rendu quelques jours plus tôt, le 30 octobre 1918.

À la fin de 1918, on pouvait se demander si l'Entente laisserait la moindre parcelle de l'Empire ottoman. Pourtant, la partie occidentale de celui-ci (autrement dit,

le territoire qui correspond à la Turquie actuelle) résista relativement bien. Après avoir dissous le Parlement, le sultan Mehmed VI forma un nouveau gouvernement. Il chargea Mustafa Kemal de dissoudre également l'armée, mais ce dernier utilisa son influence au sein de l'appareil militaire pour constituer un nouvel État turc. La force d'invasion grecque qui devait empêcher un tel scénario fut repoussée à l'issue d'une guerre de deux ans (1920-1922). Les conditions humiliantes du Traité de Sèvres (1920) furent en grande partie abrogées par le Traité de Lausanne (1923). La République turque fut proclamée le 29 octobre 1923 et Mustafa Kemal « Atatürk » abolit le califat cinq mois plus tard.

La partie orientale de l'ancien Empire ottoman fut profondément réaménagée par les vainqueurs de la guerre. Le chérif Hussein fut le grand perdant de cette opération. Certes, son fils Fayçal fut accueilli comme un interlocuteur lors des négociations de Versailles, mais son influence fut minime. C'est à contrecœur que l'on donna suite à sa demande de constituer une commission d'enquête, chargée d'étudier les souhaits précis des Arabes en matière d'autodétermination. La commission King-Crane s'acquitta de cette tâche avec sérieux, mais son rapport final (qui montrait une forte revendication d'autonomie) ne fut jamais rendu public. En mars 1920, l'Irak et la Grande Syrie (englobant la Palestine et l'actuel Liban) proclamèrent leur

(9) Jonathan Schneer, *The Balfour Declaration. The origins of the Arab-Israeli conflict*, Londres, Bloomsbury, 2011, 432 p.

(10) David Vital, *A people apart. The Jews in Europe, 1789-1939*, Londres – New York, Oxford university press, 1999, p. 684-702; Avi Shlaim, *Israel and Palestine. Reappraisals, revisions, refutations*, Londres – New York, Verso, 2010, p. 3-24.

(11) Voir à ce sujet: Ali Allawi, *Faisal I of Iraq, New Haven – Londres, Yale University Press, 2014, 634 p.*

(12) Schneer, *op. cit.*, p. 376. Notre traduction.

(13) Peter Mansfield, *A history of the Middle East*, Londres – New York, Penguin books, 2014, 189-247; E. Rogan, *De Arabieren. Een geschiedenis*, Amsterdam, De Bezige Bij, 2010, 237-335.

indépendance. Mais la Société des Nations en décida autrement : la France obtint deux territoires sous mandat (le Liban et la Syrie) et la Grande-Bretagne un (la Palestine). Des révoltes locales contre cette décision furent écrasées par les Français. Les Britanniques accueillirent à bras ouverts Fayçal, qui s'était enfui de Syrie. Celui-ci devint roi d'Irak en mars 1921¹¹. Huit mois plus tard, le deuxième fils de Hussein, l'émir Abdallah, fut couronné roi de Transjordanie. Quant au fils aîné, Ali, il succéda à son père en 1923 comme roi du Hedjaz, mais il fut contraint de céder son trône un an plus tard sous la pression de l'avancée wahhabite (avec le soutien de la maison des Saoud). Son territoire fut absorbé en 1932 dans le nouveau royaume d'Arabie saoudite. Comme le dit l'historien britannique Jonathan Schneer, dans l'ouvrage de référence consacré à la

Déclaration de Balfour : « Au cours de la Première Guerre mondiale, les Britanniques et leurs alliés ont tué le dragon ottoman et leurs alliés ont tué le dragon ottoman au Moyen-Orient. Mais par leur politique, ils ont semé des dents de dragon. Des hommes armés ont surgi de la terre. Et ils continuent à surgir aujourd'hui¹² ».

Les anciens sujets ottomans d'Afrique du Nord espéraient également pouvoir jouir de l'autodétermination prônée par le président américain Wilson, qui l'avait érigée en principe essentiel du droit international. Deux jours après l'armistice, le nationaliste égyptien Saad Zaghloul demanda l'indépendance de l'Égypte – cela lui coûta deux déportations et valut à l'Égypte plus de trois années d'émeutes avant que la Grande-Bretagne ne reconnaisse dans une large mesure l'autonomie égyptienne. En mars 1922, le roi Fouad ler

monta sur le trône d'Égypte. Mais la Libye allait rester une colonie italienne jusque bien après la Seconde Guerre mondiale ; au Maroc, un soulèvement nationaliste dirigé par Abd el-Krim provoqua pendant cinq ans la « Guerre du Rif » avec la France (le pays n'obtint son indépendance qu'en 1956) ; et en Algérie, un mouvement des droits civiques ne parut pas capable, durant l'entre-deux-guerres, de garantir suffisamment les droits de la population locale : cela allait coûter aux Algériens et aux Français huit atroces années de guerre (1954-1962) avant d'entériner la séparation des deux territoires¹³. ■

Fabian Van Samang,
Docteur en histoire et enseignant
au Klein Seminarie de Roeselare
Traduction : Michel Teller



Une mémoire en perspective

OBJECTIFS : Les sujets à traiter au cours d'histoire en une année scolaire sont très divers. À l'occasion du centenaire de la Première Guerre mondiale, l'attention se porte sans aucun doute sur ce conflit international. Le texte et l'annexe pédagogique doivent permettre d'éclairer en relativement peu de temps (une à deux heures de cours)

le rôle (généralement trop peu connu) du monde arabe dans ce conflit. Un exercice de lecture basé sur le présent article et une série de questions ciblées et d'exercices sont destinés à aider l'enseignant à aborder ce thème.

✓ **Le terme « Arabe » semble clair, mais il recouvre en fait des réalités très complexes :** en fonction de divers critères, on peut appartenir ou non à la catégorie des « Arabes ». Quels sont les critères qui peuvent être distingués ?

✓ **L'enseignant travaille avec une carte aveugle et un atlas.** Les élèves indiquent par des couleurs les grandes régions du monde arabe à l'époque de l'apogée de l'Empire ottoman – le cœur

ottoman de l'Empire, le Sud-Est de l'Europe, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. Ils désignent ensuite (en les hachurant ou en les délimitant) les territoires perdus au dix-neuvième siècle et au début du vingtième siècle. Ils indiquent à l'aide de flèches sur quels fronts l'Empire ottoman s'est battu durant la Première Guerre mondiale et ils encerclent la péninsule de Gallipoli.

✓ **Les élèves peuvent définir les personnages, concepts et événements**

suivants et, le cas échéant, les placer sur une ligne du temps : le chérif Hussein de La Mecque, les accords Sykes-Picot, Abdul Hamid II, Chaïm Weizmann, Mehmed V, Gallipoli, la correspondance McMahon-Hussein, la « Déclaration de Balfour », un califat, l'Accord Tripartite, Mustafa Kemal Atatürk, la commission King-Crane. ■

Fabian Van Samang
Traduction : Michel Teller

VICTIMES OU « SUBVERSIFS » ?

La représentation des disparus dans la presse argentine au lendemain de la dictature

— De 1976 à 1983, l'Argentine a été gouvernée par une dictature militaire exerçant une répression féroce à l'égard des opposants politiques. On estime que près de 10 000 personnes, enlevées et torturées, sont portées disparues¹. Claudia Feld examine de quelle façon ces victimes de la terreur d'État furent dissimulées ou désignées sous le régime dictatorial et comment elles furent représentées dans la presse argentine de la transition.

Au cours des premiers mois de l'année 1984, dans un contexte de restauration de la démocratie, la question des disparus (*desaparecidos*) et de la répression clandestine a commencé à occuper une place centrale dans les médias argentins. Jusque-là, ces thèmes n'étaient abordés qu'à l'occasion de dénonciations portées par le mouvement des droits de l'Homme ou de rumeurs et de versions peu diffusées dans la presse. Néanmoins, la centralité de ces thèmes dans le cadre d'un *destape* médiatique, rendu possible par une presse sans censure², s'est élaborée selon une modalité spécifique : plutôt que d'expliquer le fonctionnement de la terreur d'État, on a assisté à la mise en place d'un spectacle macabre et sensationnaliste que certains observateurs ont appelé le « show de l'horreur ». Comment, dans ce contexte, la figure des victimes de la répression a-t-elle été construite ? Quelles sont les appella-

tions qui ont circulé dans l'espace public pour nommer les disparus ?

Pour traiter ces questions, nous nous proposons d'aborder la manière dont cette figure a été présentée dans les revues d'actualité et les journaux argentins publiés entre janvier et mai 1984³. Il s'agit d'analyser les sens en conflit à un moment précis où on ne disposait pas encore des informations qui, par la suite, – principalement à travers le rapport de la CONADEP (septembre 1984) et du procès des anciens commandants (1985) – allaient informer quelques-uns des discours prédominants dans l'espace public⁴.

Au regard des résultats de cette analyse, il nous importe de revenir sur l'une des hypothèses fortes des travaux universitaires qui ont abordé cette période. On pense souvent que la figure de la « victime innocente » a été prédominante dans les premiers récits de la transition⁵, alors qu'une étude de la presse de cette période avère que les notions de « victime » et de « victime innocente » ont été pratiquement absentes des principaux récits journalistiques. La presse a utilisé d'autres termes pour nommer les détenus-disparus. C'est ainsi, nous le verrons, qu'ils ont été présentés comme des morts anonymes (cadavres « NN ») ; comme des sujets déshumanisés, sans identité, sans histoire, ayant subi des tortures ; ou bien, à l'autre extrême, comme des sujets actifs, responsables, dans une certaine mesure, de ce qui leur était arrivé

(1) Les organisations des droits de l'Homme calculent jusqu'à 30 000 disparus, mais ces calculs restent en partie des suppositions du fait que les militaires ont effacé les traces de leurs crimes et n'ont pas laissé de documents.

(2) Sur la censure en Argentine, voir Andrés Avellaneda, *Censura, autoritarismo y cultura. Argentina 1960-1983*, tome 1, Buenos Aires, Centro Editor de América Latina, 1986.

(3) Les journaux analysés sont *Clarín*, *La Nación*, *La Razón* et *Crónica*, publiés à Buenos Aires et diffusés sur l'ensemble du territoire. Les revues traitées sont *Gente*, *La Semana* et *Siete Días*.

(4) La CONADEP ou Commission nationale sur la disparition de personnes, créée sur l'initiative du président argentin Raúl Alfonsín en décembre 1983, livra un travail d'enquête sur le sort des disparus. Les résultats de ce travail furent publiés dans le rapport « Nunca Más » (Jamais plus, 1984). Le *procès des juntas*, en 1985, visa à juger les responsables militaires. Ce procès fut mené par la Chambre Fédérale Criminelle et Correctionnelle de la capitale.

(5) Pour plus de précisions, cf. Sandra Raggio, « La Noche de los Lápices. Del testimonio judicial del relato cinematográfico », in Claudia Feld, Jessica Stites Mor, *El pasado que miramos. Memoria e imagen ante la historia reciente*, Buenos Aires, Paidós, 2009, p. 45-76 ; Emilio Crenzel, « La víctima inocente. De la lucha antidictatorial al relato del *Nunca más* », in Emilio Crenzel (dir.), *Los desaparecidos en la Argentina. Memorias, representaciones e ideas* (1983-2008), Buenos Aires, Biblos, 2010, p. 65-83.



Images relatives à ce qu'on appelle le « Show de l'horreur ». Double page de la revue *Gente*, 5 janvier 1984, n° 963, p. 68-69.



© DR

(« terroristes », « subversifs »). Il importe de souligner que cette couverture médiatique a inauguré la diffusion auprès d'un large public d'informations sur le sort subi par les disparus et se situe dans le contexte d'une « lutte de mémoire » marquant cette phase de transition politique. C'est pourquoi cette analyse propose quelques hypothèses sur les « luttes entre mémoires »⁶ qui ont vu le jour au début de la transition démocratique.

Les « NN » et la recherche des disparus

De leur côté, les Forces armées ont adopté diverses stratégies discursives pour tenter d'occulter ou de nier la dis-

parition systématique de personnes devant les dénonciations effectuées par les associations pour la défense des droits de l'Homme, aussi bien dans le pays qu'à l'étranger. Parmi celles-ci : la négation pure et simple des faits dénoncés ; la disqualification des personnes qui ont pris en charge les dénonciations par l'usage de termes comme « subversifs », « folles de la Place de Mai » ou « campagne anti-argentine », etc. ; la justification de la répression clandestine désignée comme un combat héroïque dans le cadre d'une « guerre antisubversive » ; et enfin l'excuse selon laquelle les enlèvements et les tortures constituaient des erreurs et des excès⁷.

À quelques exceptions près, durant la dictature la presse argentine s'en est tenue

à relayer ce discours, notamment par des campagnes de propagande en faveur des Forces armées, des silences complices, des opérations médiatiques dont l'objectif était de mentir au sujet des disparus, et des informations sur des combats montés de toutes pièces où des personnes signalées disparues étaient présentées comme des « subversifs abattus lors d'affrontements »⁸.

Suite p.14 →

(6) Elizabeth Jelin, *Los trabajos de la memoria*, Madrid et Buenos Aires, Siglo XXI, 2002.

(7) Valentina Salvi, *De vencedores a víctimas. Memorias militares sobre el pasado reciente en la Argentina*, Buenos Aires, Biblos, 2012.

(8) Estela Schindel, *La desaparición a diario. Sociedad, prensa y dictadura (1975-1978)*, Villa María, Eduvim, 2012.

→ Suite de la p.13

À cette époque, la plupart des médias utilisaient dès lors, pour désigner ces crimes, les mêmes mots qu'utilisaient les agents de la répression pour justifier leurs actions : on parlait ainsi de « lutte contre la subversion » ou de « guerre sale », au lieu de parler de répression ou de terrorisme d'État.

En 1983, aux dernières heures du gouvernement militaire, certains tribunaux ont accueilli des demandes d'exhumation de fosses communes et de tombes anonymes dans divers cimetières du pays, ainsi que des requêtes d'identification des corps, déposées par des familles dans l'hypothèse qu'il puisse s'agir des personnes disparues. Après l'investiture du président Raúl Alfonsín en décembre 1983, les médias ont progressivement donné de plus en plus de visibilité à cette question. Entre janvier et mai 1984, les journaux font mention d'exhumations dans plus de quarante cimetières, situés dans de petites comme dans de grandes villes. C'est ainsi qu'au cours des premiers mois de l'ouverture démocratique, la disparition de personnes a fait irruption sur la scène médiatique. L'on retrouve notamment la notion de « cadavres NN » (du latin « *nomen nescio* », sans nom) d'un bout à l'autre du spectre informatif – de la presse écrite à la télévision, de la presse à sensation aux publications plus sérieuses. Une analyse détaillée des informations publiées par les journaux du moment permet d'observer que la violence, dans ces récits, est axée sur la description des cadavres (mentions de corps défigurés, de mains coupées, d'impacts de balle dans le crâne, etc.), sans que l'on puisse encore décrire les actions exécutées par les agents de la répression au préalable.

Même si l'existence de « NN » était présentée dans la presse comme une « révélation », le manque d'informations sur la trame des actions préalables reléguait les détails de la disparition dans l'ombre et en faisait l'objet d'un savoir toujours en



© Daniel Muzio

← Le Procès des ex-commandants en chef en Argentine, 1985. Témoignage de l'anthropologue légiste Clyde Snow.

chantier. Il est vrai qu'à ce moment-là, on ne disposait ni d'une information systématisée ni de sentences judiciaires permettant d'établir la vérité, mais il est également vrai que la construction journalistique que nous examinons n'a pas réussi à mettre en relation les résultats des enquêtes menées par le mouvement des droits de l'homme – qui avaient circulé dans des espaces très restreints – et ceux des exhumations. C'est pourquoi le premier trait caractéristique de cette présentation médiatique est qu'elle donne une place centrale au « cadavre NN » tout en le dissociant du système répressif qui l'a produit.

Quels sont les éléments qui ont été le plus souvent utilisés ? Outre les initiales « NN », les chiffres sont au cœur de l'information. Les titres des journaux vont dans le sens d'une accumulation : de plus en plus de corps sont retrouvés et exhumés. Certains titres présentent des chiffres spectaculaires : « 482 cadavres ont été enterrés entre 1976 et 1982 »⁹; « 240 corps non identifiés ont été inhumés dans deux cimetières de Mar del Plata, entre 1976 et 1983 »¹⁰; « Des cadavres NN seront exhumés demain à Grand Bourg, il y aurait 300 tombes »¹¹. Les photos publiées pour « illustrer » ces informations donnent à voir des fosses ouvertes, des secteurs de cimetières où la terre a été retournée, des policiers et des fonctionnaires qui travaillent autour d'une tombe ou qui manipulent des ossements,

des sacs en plastique contenant des restes humains.

Par ailleurs, dans le journal *Clarín*, les informations sur les exhumations sont séparées de celles qui concernent les dénonciations des répressions et les requêtes des familles. Les victimes sont classées selon deux catégories : « NN » et « détenus-disparus »¹². Cette séparation dans l'espace de la page semble reproduire et reconduire dans le domaine médiatique la scission entre des corps et des identités résultant de la méthode de la disparition forcée. Selon les membres de l'équipe argentine d'anthropologie légale, cette méthode a produit « des identités sans corps et des corps sans identité »¹³. D'un côté, les familles pouvaient rendre compte des identités de ceux qu'elles cherchaient – elles montraient leurs photos, écrivaient leurs noms, racontaient leurs histoires de vie –, mais ne parvenaient pas à retrouver les corps ; de l'autre, les corps enterrés dans les cimetières avaient été privés de

(9) *La Razón*, 11 janvier 1984, p. 6.

(10) *Ibid.*, 28 janvier 1984, p. 6.

(11) *Ibid.*, 12 février 1984, p. 6.

(12) Cf. Roxana De Candia, *Cómo la prensa escrita argentina construye la categoría de desaparecido en dos momentos posteriores a finalizada la dictadura militar*, Université de Buenos Aires/Faculté de Sciences sociales, Mimeo, 2001.

(13) Darío Olmo, Maco Somigliana, « La huella del genocidio », *Encrucijadas. Revista de la Universidad de Buenos Aires*, Buenos Aires, n° 15, janvier 2002, p. 35.

ces marques identitaires. Au cours des premiers mois de la transition démocratique, les médias n'ont pas semblé capables de situer la représentation des disparus dans un ordre différent de celui qui avait été imposé par le système répressif.

La parole des agents de la répression : la torture comme axe des récits

Pendant la période que nous analysons, ce sont les bourreaux eux-mêmes qui ont fourni une partie des explications à propos du sort des victimes entre le moment de l'enlèvement et celui de l'exhumation. Au cours de ces mois, quelques revues d'actualité à grand tirage (*Gente*, *La Semana* et *Siete Días*, principalement) ont publié des entretiens avec des militaires impliqués à des degrés divers dans la répression clandestine. Certains ont tenu des propos clairement négationnistes, mais d'autres ont raconté ce qui était arrivé dans les centres clandestins de détention. Les déclarations de ces derniers ont donné lieu à une caractérisation plus vaste et complexe des victimes, que nous allons analyser à partir de la série d'entretiens réalisés par la revue *La Semana* avec l'ex-caporal de la Marine Raúl Vilariño, qui avait pris part aux opérations d'enlèvement de personnes dans le centre clandestin de détention qui fonctionnait à l'École de Mécanique de la Marine (ESMA)¹⁴. Bien que Vilariño ait mentionné les enlèvements et les tortures au sein de l'ESMA, les assassinats clandestins et l'occultation des corps, les informations présentées ont de nouveau constitué une accumulation de données isolées qui n'ont pas permis de comprendre, en tant que système, les atrocités commises¹⁵.

Par ailleurs, la revue elle-même ne semblait pas considérer les déclarations de Vilariño comme totalement crédibles. Tout en se proposant d'aborder de front le problème de la « vérité », la revue – dans la lignée des autres médias du moment



© Becquer Casaballe

← Le Procès des ex-commandants en chef en Argentine, 1985.

–, se situait à un niveau d'énonciation où le soupçon était de rigueur quel que soit le type de témoignage (que ce soient des victimes, des bourreaux, des chefs militaires, etc.). Ce faisant, aucune déclaration ne valait comme vérité indiscutable. Étant donné l'ampleur et la complexité des déclarations de Vilariño, nous nous limiterons ici à un seul axe lié à la caractérisation des victimes, à savoir la question des tortures dont Vilariño aurait été témoin à l'ESMA.

La première chose qui frappe, c'est la violence de son récit : les corps des victimes sont crûment décrits dans leurs moindres réactions, les méthodes de torture racontées dans un langage quasiment « technique », ce qui amplifie l'effet d'horreur. Celui-ci est renforcé par le ton ironique de Vilariño et aggravé encore par le langage méprisant et injurieux dont il use à l'égard des détenus-disparus : il les appelle « la fille » (*la piba*), « le mec » (*el tipo*), le gars (*el pibe*). À d'autres moments, il caractérise les torturés comme des « terroristes » et des « subversifs » qui auraient mérité ce traitement.

La façon dont le bourreau raconte la violence extrême exercée dans les centres clandestins de détention prolonge le point de vue du tortionnaire, reproduisant l'horreur à un niveau symbolique et poursuivant, par des effets de mise en sens, la déshumanisation des détenus-disparus¹⁶. Or, l'enjeu ici est non seulement le langage du bourreau, en quelque sorte prévisible, mais surtout la difficulté du récit journalistique à assumer un rôle de médiation par rapport à ce discours. Bien que le journaliste demande plusieurs fois à Vilariño s'il se sent coupable, s'il a le sentiment d'être un assas-

sin, s'il éprouve des remords, l'ensemble du récit, avec la plupart des questions et la mise en page (photos, titres, chapeaux et exergues) ne marquent pas de rupture avec ce point de vue, ils l'accroissent plutôt, pas plus qu'ils ne désactivent l'effet de violence symbolique produit par ces déclarations. Le journaliste, l'entretien et tout le récit de ces mois nous confrontent à cette problématique : celle du rôle de la médiation journalistique face aux récits de la violence, dont la torture et la disparition représentent la phase extrême.

Interprétations de l'histoire politique des séquestrés

La dernière caractéristique que nous analyserons n'est pas liée à des articles ou des entretiens particuliers, mais au ton général de la presse au cours de cette étape. Cela concerne le fait d'assigner aux victimes et aux bourreaux une responsabilité partagée par rapport aux crimes commis¹⁷.

Suite p.16 →

(14) *La Semana* a publié quatre entretiens avec Vilariño, les 5, 12 et 19 janvier et le 2 février 1984.

(15) Le travail de la CONADEP a révélé que ces opérations d'enlèvement, de torture et d'assassinat relevaient d'un système et étaient commises de la même manière dans plus de 300 centres de détention clandestins à travers le pays.

(16) Pilar Calveiro, *Poder y desaparición. Los campos de concentración en Argentina*, Buenos Aires, Colihue, 1998.

(17) Dans un autre contexte, que nous n'aborderons pas ici, cette interprétation a reçu le nom de « théorie des deux démons ». Nous souhaitons ici aborder quelques discours médiatiques qui ont contribué au climat dans lequel cette « théorie » a pris forme. Nous sommes conscients du fait que la notion de « terrorisme d'État » a été incorporée beaucoup plus tard aussi bien dans le langage politique que dans les récits médiatiques sur cette expérience.

→ Suite de la p.15

Comme nous l'avons vu, bien qu'il semble qu'il y ait eu, dans des médias, une claire intention de décrire les actions réalisées par les Forces armées, de les « découvrir » et de les montrer publiquement, ces actions n'ont pas toujours été qualifiées de crimes. Plus encore, dans certains cas, la responsabilité et la culpabilité ont été inversées, les agents de la répression ayant été décrits comme les « accusés » (récepteurs passifs d'une action entreprise à leur rencontre par d'autres) tandis que leurs victimes ou les juges qui enquêtaient sur les affaires dans lesquelles ils étaient impliqués ont été présentés comme des « plaignants » (sujets actifs, qui mènent une action qui pourrait leur faire du tort)¹⁸.

Dans les quelques textes qui donnent directement la parole aux survivants des centres clandestins de détention ou aux familles des disparus, la stratégie pour les désigner est différente : on ne met pas tant l'accent sur les horreurs qu'ils ont subies ou les violations des droits de l'homme commises à leur rencontre, mais sur l'histoire politique antérieure de ces personnes.

Parfois, ce sont les survivants eux-mêmes qui se présentent en racontant leur activité passée de militants, comme une manière de rendre intelligible leur histoire et de revendiquer leur idéologie¹⁹. Dans cette autoprésentation, l'histoire politique préalable fait partie des données de base de la transmission et de l'identification sans pour autant remettre en cause leur position de victime. Bien au contraire, pour eux, ce passé militant apparaît comme une donnée nécessaire à la reconstitution de la

vérité sur ce qui se passait dans les centres clandestins de détention²⁰. Mais dans ce contexte, et dans l'ensemble des articles de presse étudiés, l'histoire politique est bien souvent présentée de manière à produire un effet de sens contraire : celui d'assigner aux disparus eux-mêmes et aux survivants un type de responsabilité pour les crimes commis à leur rencontre.

Cet argument n'était pas nouveau. Il avait circulé dans le milieu militaire et avait fourni à la société civile un prétexte pour apporter son soutien aux actions répressives. Une bonne partie de celle-ci s'était accommodée du terrorisme d'État grâce à l'idée que les victimes étaient responsables de leur propre sort. L'argument a été réfuté de manière substantielle par la CONADEP et, par la suite, à l'occasion du procès des ex-commandants, mais il était amplement diffusé au cours des mois considérés ici. En conséquence, dans ces témoignages de survivants publiés en même temps que les déclarations de nombreux agents de la répression, la revendication de l'activité politique semblait plutôt contribuer à justifier les crimes de la dictature. Ainsi, par l'effet de l'éclairage des médias, le récit du passé militant des séquestrés entre en conflit avec un discours de victimisation qui met l'accent sur les violences subies, le non-respect des droits, et surtout la souffrance corporelle et psychologique des détenus-disparus.

La construction de la figure de la victime

Dans la bataille des interprétations à propos des crimes de la dictature, les récits journalistiques ici analysés sont restés prisonniers du paradoxe consistant à vouloir montrer la « vérité » de ce passé sans rompre substantiellement avec le point de vue des auteurs de ces crimes. Il y avait une confusion au niveau des informations, du fait qu'il n'y avait alors pas de consensus sur une vérité factuelle au niveau institu-

tionnel. Dans ce contexte, la presse a choisi d'exploiter les logiques du spectacle et du sensationnalisme afin de « vendre » l'information présentée comme une révélation.

En donnant une légitimité et une crédibilité aux témoignages des familles et des survivants, la CONADEP et le procès de 1985 ont permis de qualifier l'expérience extrême comme une expérience de souffrance et ont contribué à développer une distance et un respect par rapport à cette douleur en proposant un nouveau point de vue pour articuler ces récits. Dans ces récits institutionnels élaborés quelques mois plus tard, l'appellation de victime, de surcroît présentée comme « innocente », a été prépondérante pour désigner les détenus-disparus et ce nouveau récit a été repris par les médias au cours des années suivantes. Ceci n'a pu se faire, il est vrai, qu'au prix de la dépolitisation du détenu-disparu et la construction de celui-ci en figure « passive ». Peut-être que dans ce contexte où les deux récits semblaient incompatibles, le besoin de doter d'humanité la figure du disparu était plus important et plus urgent que celui de lui assigner une identité politique. ■

Claudia Feld,
CIS-CONICET / IDES

Une version étendue de cet article a été publiée dans la revue *Témoigner entre histoire et mémoire* n° 118, au sein d'un dossier thématique intitulé "Au nom des victimes. Dictature et terreur d'État en Argentine, Chili et Uruguay" [coordination: Claudia Feld, Luciana Messina et Nadia Tahir]. Le sommaire et les résumés du numéro sont disponibles sur le site de la Fondation Auschwitz : www.auschwitz.be.

(18) Parmi beaucoup d'autres exemples, des titres comme : « Trois torturées et leurs accusés face à face » (*Gente*, n° 969, 16 février 1984, p. 32-33). « Le juge qui a interrogé Camps prend la parole » (*Gente*, n° 963, 5 janvier 1984, p. 79).

(19) Cf. *Gente*, n° 968, 9 février 1984, p. 10-11 ; *Gente*, n° 969, 16 février 1984, p. 34-35.

(20) Cf. *La Semana* 368, An VII, 22/12/83, p. 36, entretien avec Horacio Guillermo Cid de la Paz.

APPLICATION
PÉDAGOGIQUE

Une vision coupable ?



↑ Revue *Somos*, n° 381, 6 janvier 1984, p. 6.



↑ Couverture de la revue *Satiricón*, n° 30, février 1984.



↑ Couverture de la revue *El Porteño*, n° 26, février 1984.

↓ Revue *Somos*, n° 380, 30 décembre 1983, p. 12.



✓ Pour une bonne compréhension de textes et de sources les élèves ont besoin de s'appropriier le contenu de certains concepts. À partir de l'article et à l'aide de dictionnaires, d'encyclopédies et de ressources en ligne, ils peuvent se familiariser avec la signification précise de certains concepts comme desaparecidos, CONADEP, commissions de la vérité et de la réconciliation, subversif, discours. Les élèves se familiariseront aussi avec certains concepts historiques, tels que la "guerre sale", Raúl Alfonsín, les mères folles de la Plaza de Mayo, les « NN ».

✓ Ensuite, les élèves pourront s'interroger sur les acteurs historiques liés à ces concepts : les journalistes, les activistes

Suite p.18 →

→ Suite de la p.17

des droits de l'Homme, les chefs de gouvernement et les groupes d'intérêt :

- Quels étaient leurs rôles respectifs dans le conflit ?
- Comment ce rôle apparaît-il dans leurs choix discursifs ?

✓ **À partir de ces exercices, les élèves pourront analyser la dimension idéologique de la langue** en examinant les différences de signification ou d'interprétation – parfois évidentes, parfois dissimulées – entre et au sein même des concepts utilisés. En travaillant avec des grilles à plusieurs colonnes, ils décrivent la signification généralement « convenue » de certains concepts, ensuite les réappropriations spécifiques de ces termes et enfin le rapport aux acteurs historiques qui utilisent ces concepts dans un sens spécifique. L'exercice peut comprendre des termes historiques et/ou génériques comme « guerre

sale », « répression », « terrorisme d'État », inculpés, inculpés, ou encore « mec », « type », « gars » ou « fille ».

✓ **Les élèves pourront enfin analyser les glissements sémantiques à partir de matériaux iconographiques.** Les photos et les films ne sont pas un médium neutre, mais traduisent les visions et opinions (politiques, économiques, religieuses, commerciales) des acteurs. Les exemples ci-dessus illustrent ce propos et pourront être complétés par des photos tirées d'autres contextes, éventuellement proposées par les élèves. En guise de comparaison, le professeur peut aussi proposer certains documents iconographiques illustrant la découverte des camps nazis afin d'analyser leur usage dans des contextes précis. En opposant l'usage emblématique des images à leur usage informatif, Marie-Anne Mattard-Bonnucci analyse notamment les premières photographies des camps de concentration nazis, apparues dans la

presse française à partir de 1945, comme suit : « Publiées parfois à contre-emploi ou sans légende, considérées souvent comme étant interchangeables, les photographies finirent par être utilisées essentiellement comme des icônes emblématiques de la barbarie nazie et non comme des documents susceptibles d'aider à la connaissance du système concentrationnaire dans sa complexité et dans sa double réalité – concentration / extermination »¹. Les analyses pourront prendre en compte la perspective du photographe, le moment de la photo, le lieu et le caractère politique de la publication, ses ambitions économiques, sociales ou commerciales.

(1) Marie-Anne Mattard-Bonnucci, « Le difficile témoignage par l'image », Marie-Anne Mattard-Bonnucci et Edouard Lynch, *La libération des camps et le retour des déportés*, Paris, Editions Complexe, 1995, p. 87. Voir aussi Claudia Feld, « Quand la télévision argentine convoque les disparus. Modalités et enjeux de la représentation médiatique d'une expérience extrême », *Le temps des médias*, n° 6, 2006/1, http://www.cairn.info/zen.php?ID_ARTICLE=TDM_006_0188.

Extension : La représentation des victimes aujourd'hui

✓ **Les élèves sont invités à regarder deux types de représentation** : les photos d'individus et les silhouettes « vides » représentant les victimes. Voici quelques liens utiles :

www.desaparecidos.org/arg/victimias/eng.html

www.du.edu/korbel/hrhw/volumes/2009/druliole-2009.pdf

www.afterall.org/journal/issue.25/photographs-and-silhouettes-visual-politics-in-the-human-rights-movement-of-argentina

✓ **Les élèves peuvent aborder le but et l'impact de ces représentations à partir des questions suivantes :**

- Quel est l'effet de l'individualisation des victimes ? Quelles sont les informations

qui sont mentionnées ? Renvoient-elles à une situation personnelle et/ou à une activité politique ? Quel est le rapport avec la représentation actuelle des victimes ? Donne-t-elle une impression active ou passive des victimes ?

– Où retrouve-t-on les silhouettes vides des victimes ? Quelle en est la force représentative ? Quel est le but de cette représentation ? Qu'est-ce qu'elle signifie pour la qualification de la victime aujourd'hui au sein de la société argentine ? ■

Fransiska Louwagie, Lecturer in French Studies, Stanley Burton Centre for Holocaust and Genocide Studies, University of Leicester

Fabian Van Samang, Docteur en histoire et enseignant au Klein Seminarie de Roeselare

À CONSULTER

- www.memoriaabierta.org.ar
- www.comisionporlamemoria.org
- www.espaciomemoria.ar
- www.museodelamemoria.cl
- <http://revista.historiayjusticia.org>
- <http://memoria.ides.org.ar/>
- www.riehr.com.ar/index.php



Concours VOTRE CRI CONTRE L'INJUSTICE!

« Imagine-toi... tu te réveilles, tu te lèves et tu descends dans la rue. Partout où tu poses ton regard, tu le vois... dans les rues, sur les places, dans les bus et les trams. Qui ça ? L'ange de Hernández-Salazar dont les ailes sont faites d'omoplates humaines de victimes indiennes. Cet ange crie à l'injustice. Il n'est pas affiché là par hasard, il t'appelle : "Ne reste pas à l'écart ! Laisse entendre ta voix pour que tout le monde le sache et ne reste pas indifférent !" Et toi ? Quelle injustice veux-tu dénoncer ? Mobilise ta classe ou tes amis et exprime-toi par l'art urbain (street art) dans ta ville. »



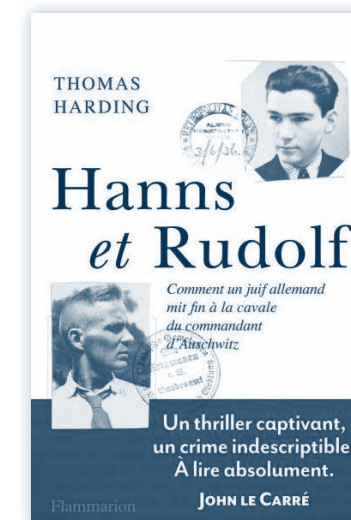
© DR / Daniel Hernández-Salazar



Livre HANNIS ET RUDOLPH

En 2006, à la mort de son grand-oncle Hanns, un juif allemand qui vivait en Angleterre, Thomas Harding découvre à sa grande stupéfaction que celui-ci a été un chasseur de nazis : c'est lui qui a retrouvé Rudolf Höss, l'ancien commandant du camp de concentration d'Auschwitz. Happé par cet épisode méconnu du passé familial, il entreprend une vaste enquête pour comprendre comment les destins de ces deux hommes, que tout opposait, se sont croisés à un moment crucial de l'Histoire.

Le résultat en est un extraordinaire double récit. Au premier plan, deux hommes, deux vies, que l'on suit pas à pas. D'abord parallèles, sans autre point commun que de commencer dans le même pays, elles finiront par converger : par une froide nuit d'hiver 1946, à l'issue d'une traque haletante, Hanns débusquera Rudolf dans la ferme où il se cache et le livrera à la justice.



Un récit tour à tour profond, parce qu'il ouvre sur les grandes questions de la banalité du mal, de la balance entre justice et vengeance, de la frontière entre le bien et le mal, et haletant, émaillé de scènes poignantes, dignes des meilleurs romans noirs. ■

Thomas Harding, Hanns et Rudolf, Paris, Flammarion, 2014.



Soirée philanthropique sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi
UN TRAIN VERS LA MÉMOIRE



© Georges Boschloo



© DR



Événement
38^e VOYAGE D'ÉTUDES À AUSCHWITZ

En 2015, la Fondation Auschwitz et la Mémoire d'Auschwitz ASBL organisent leur 38^e voyage d'études annuel durant les vacances de Pâques. D'une durée de cinq jours, il se déroulera du lundi 6 au vendredi 10 avril.

L'accompagnement que nous proposons a pour souci de ne jamais dissocier l'explication de l'implication subjective, de maintenir l'équilibre entre émotion et rationalité. Plus de 2 000 enseignants et responsables pédagogiques ont déjà participé à ces voyages d'études. ■

EN PRATIQUE

- _ 12 janvier 2015 – 20 h
- _ Théâtre de Liège – Place du Vingt-Août 16 – 4000 Liège
- _ Prix : 30 € / 19 € pour les -18 ans
- _ billetterie@theatredeleige.be
- _ Avec le soutien de Martha Argerich
- _ Le Train des 1 000 est une organisation conjointe de l'IV-INIG, de la Fondation Auschwitz, de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz et de la FIR.

Soirée philanthropique qui permettra à 1 000 jeunes de Belgique et d'autres pays d'Europe de participer au projet du Train des 1 000, un train qui partira de Bruxelles vers Auschwitz pour y commémorer le 70^e anniversaire de la libération des camps.

Trio Maisky & Nathan Braude avec la collaboration de Annie Dutoit

Un concert exceptionnel organisé par Main dans la Main Concerts et l'asbl Mémoire d'Auschwitz au Théâtre de Liège. ■

PLUS D'INFOS

_ nathalie.peeters@auschwitz.be

POUR UNE PRISE DE CONTACT

ASBL Mémoire d'Auschwitz –
Fondation Auschwitz.
Rue des Tanneurs 65, 1000 Bruxelles

Tél. : 02/5127998
Fax : 02/5125884

info@auschwitz.be
www.auschwitz.be

Directeurs de la publication : Henri Goldberg, Philippe Mesnard
Rédacteurs en chef : Fransiska Louwagie, Fabian Van Samang
Secrétaire de rédaction : Frédéric Crahay
Comité de rédaction : Eric Lauwers, Frédéric Crahay, Sylvain Keuleers, Marjan Verplancke, Marie-Pierre Labrique
Graphiste : Yann Collin (<http://yanncollin.prosite.com>)
Imprimeur : Hayez (www.hayez.be)

Publication réalisée grâce au soutien de



SPF Sécurité Sociale
Service des
Victimes de la Guerre



Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles